



**Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques
Section du Finistère**

4, Square Marc Sangnier CS92839
29228 BREST CEDEX 2
Téléphone : 02.98.80.59.12 - 06.78.56.61.04

fo.ddfip29@dgifp.finances.gouv.fr
Site Web : <http://www.fo-dgifp-sd.fr/029/>

CHS-CT du 29 SEPTEMBRE 2016

Compte rendu

Le CHS-CT s'est réuni au Centre des Finances de Châteaulin en séance plénière le 29 septembre 2016 sous la Présidence de Madame BRIGANT, en présence de Madame BOUVET, du Docteur GUILLOUD, de Madame BLOT (Secrétaire) et de Monsieur JOLIVET (assistant de prévention).

L'ordre du jour était le suivant :

- 1/ approbation des PV des réunions des 17 mars et 9 mai 2016,
- 2/ point sur le budget,
- 3/ compte rendu de la visite CHS-CT au CFP de Plabennec,
- 4/ étude des fiches accidents, signalement, Hygiène et Sécurité,
- 5/ questions et informations diverses.

Approbation des PV des réunions des 17 mars et 9 mai 2016 :

Les procès verbaux ont été adoptés par les représentants des personnels présents, qui ont fait remarquer à nouveau l'importance de la production de ces documents dont la valeur juridique nécessite une production dans des délais raisonnables.

Point sur le budget :

Avant d'évoquer l'état d'avancement des réalisations budgétaires, Madame BOUVET a souhaité répondre à notre déclaration liminaire sur les questions de sécurisation des sites de Brest Duquesne et Quimper Ty Nay.

Concernant Quimper Ty Nay et suite aux incivilités perpétrées par certains gens du voyage stationnés à proximité, la Direction a demandé, devis à l'appui, un financement de la Centrale dans la perspective d'un chantier prévoyant la clôture du bâtiment à l'instar du dispositif de fermeture réalisé autour du CFP de Châteaulin.

Pour Brest Duquesne, la Direction Centrale a pu donner son accord de principe suite au passage de la Commission de Sécurité début 2016 qui avait recensé les travaux à réaliser et notamment la mise en place d'un système avec badges sécurisant les accès aux ascenseurs et aux étages.

F.O.- DGFIP29 sera très vigilant pour que ces deux projets très importants visant à renforcer la sécurité de ces deux sites et de leurs personnels, ne subissent pas des

arbitrages budgétaires défavorables au moment de passer sous les fourches caudines de « SPIB », le service central en charge du budget à la DG... !!!

Sur Morlaix, Madame BOUVET a confirmé la pose des plots anti intrusion et le renforcement à venir du système d'alarme et de télésurveillance par l'implantation du réseau RAMSES, dispositif prévoyant un transfert d'alerte directement au Commissariat de Police. Le raccordement à ce réseau est dans l'attente de l'accord du Préfet.

En ce qui concerne les réalisations budgétaires en cours, la Direction a indiqué que toutes les prévisions seront réalisées d'ici la fin de l'année. Pour autant M JOLIVET a souligné que certaines entreprises pourtant référencées dans le cadre du marché régional, doivent faire l'objet de nombreuses relances ce qui rend le suivi de certains travaux d'autant plus délicat.

Sur le sujet de l'amélioration acoustique sur les deux SIP Brestois, le Cabinet HERNOT spécialiste sur ces questions, va réaliser une étude afin de déterminer l'évaluation précise du niveau sonore dans les services à partir de deux journées représentatives de travail. En fonction des résultats acceptables ou non en matière de tolérance acoustique (52 db max) une estimation des travaux sera envisagée. (coût de l'étude : 5000 €).

Concernant le réaménagement de l'espace « accueil / caisse » à la Trésorerie de Quimperlé, la cellule immobilière de Nantes qui dépend du Secrétariat Général du Ministère, a pu rendre un rapport d'ergonomie très complet qui servira de point d'appui pour finaliser le projet de ces travaux.

Sur divers sites, les vérifications de normes électriques par le cabinet VERITAS, ont pu donner lieu à plusieurs rapports qui vont permettre de mettre en œuvre les travaux nécessaires.

Dans le cadre de l'enveloppe allouée au Médecin de Prévention (30 000 €), Madame GUILLOUD peut intervenir pour proposer du matériel adapté à des collègues présentant diverses pathologies, et les retours de ses interventions demeurent positifs.

Sur une enveloppe initiale de 155 090 €, les propositions d'actions engagées s'élevaient à la date de cette réunion du CHS-CT à 138 933,17€.

Afin de consommer en grande partie le restant de cette enveloppe, la Direction a proposé en séance plusieurs opérations :

- l'installation de cloisons et portes pour l'accueil confidentiel des usagers à Plabennec et Saint Renan, (2 500 € l'unité) ;
- l'installation d'un système de badge pour l'ouverture automatique des portes coupe feu au CFP de Quimperlé, et ce afin de faciliter le déplacement d'un agent souffrant d'une pathologie spécifique.(4 500 €).
- un complément d'achat de défibrillateur au CFP de Douarnenez (1 500 €).

L'ensemble des représentants des personnels ont déploré que ces propositions n'aient pu leur être présentées préalablement à cette séance plénière et d'une manière générale les organisations syndicales présentes, **F.O.- DGFIP29**, Solidaires, CGT ont demandé de pouvoir être associées en amont à la tenue d'un groupe de travail, notamment pour évoquer les propositions d'actions engageant l'enveloppe budgétaire du CHS-CT.

Dans ce contexte, les organisations syndicales se sont abstenues sur les propositions de la Présidente du CHS-CT, à l'exception des accueils confidentiels qu'elles ont rejeté en estimant que ces aménagements relevaient de l'enveloppe des crédits directionnels de fonctionnement.

Après avoir évoqué le risque de chutes dans la zone d'accueil de la Trésorerie de Saint Renan en raison du décolllement de certaines dalles, **F.O.- DGFIP29** a proposé compte tenu

de sa vétusté, le remplacement de l'ensemble du revêtement de sol de la Trésorerie par du matériel de type FLOTEX, proposition qui a pu être actée dans le cadre des crédits CHS-CT disponibles.

Pour le prochain exercice budgétaire, la Présidente Madame BRIGANT, a admis le principe de la tenue d'un groupe de travail sur le budget en décembre prochain, par anticipation des propositions d'action qui pourraient être émises lors de la séance plénière de début 2017.

Compte rendu de la visite à la Trésorerie de Plabennec :

A l'issue de cette visite de la délégation du CHS-CT qui s'est déroulée le 2 juin après midi, plusieurs préconisations ont pu être mentionnées :

- défection de la centrale incendie et plan d'évacuation à revoir ;
- faciliter l'accès des agents à l'information des actions du CHS-CT notamment les formations ;
- recommandation de ne pas ouvrir les fenêtres aux horaires de fermeture des bureaux ;
- Mise à la disposition d'un bras articulé pour l'écran de l'agent d'accueil ;
- contacter l'entreprise pour réparer les mal-façons du produit appliqué sur le sol.

Les mesures correctives prenant en compte ces préconisations ont pu être apportées sur ces différents points.

F.O.- DGFIP29 est intervenu pour demander si le fait d'interdire les rassemblements liés à l'état d'urgence avait encore cours dans le cadre des exercices incendies. M JOLIVET nous a indiqué que les exercices d'évacuation sur les grands sites (+ de 50 agents) allaient reprendre d'ici la fin d'année.

Concernant la sensibilisation des agents à l'information et aux actions du CHS-CT, **F.O. DGFIP29** a demandé que l'intranet Ulysse 29 puisse disposer d'une lisibilité directe sur ces sujets, par l'insert d'un encart dédié au CHS-CT, modification que la Présidente s'est engagée à faire prendre en compte.

Etude des fiches accidents, signalement, Hygiène et Sécurité :

Depuis la dernière séance du 4 juillet 2016, plusieurs fiches étaient produites en séance dont 4 fiches de signalements comportant des descriptions relatant des faits imputables à des usagers ayant manifesté des comportements agressifs vis à vis de certains agents.

F.O.- DGFIP29 a rappelé sa position évoquée dans sa déclaration liminaire à savoir que l'outil de la fiche de signalement doit aussi pouvoir conduire à prendre des mesures à même de dissuader certains usagers de récidiver, notamment par l'envoi de lettre par la Direction, voire de plainte et dans les cas les plus graves de signalements au Procureur de la République.

Une fiche émanant du SIP de Carhaix relatait également la dégradation des conditions de travail au sein de ce service, et la souffrance des collègues exprimant collectivement leur grand désarroi. La Direction ainsi que le Médecin de Prévention se sont engagés à revenir vers ce service et ses agents afin de trouver une solution adaptée pour tenter de sortir de cette impasse.

Questions et informations diverses :

Expérimentation de l'accueil sur rendez vous :

Reprenant sa casquette de Directrice, la Présidente Madame BRIGANT a évoqué une nouvelle « piste de réflexions » consistant à lancer dans le Finistère l'expérimentation de l'accueil sur rendez vous des usagers.

Ce sujet sera préalablement évoqué lors d'un point à l'ordre du jour du prochain Comité technique local et compte tenu de son impact sur l'organisation du travail il sera mis également en débat lors d'une prochaine session du CHS-CT29.

Elle a évoqué plusieurs sites pour cette expérimentation qui ferait l'objet d'un bilan en fin d'année :

- SIP/SIE et Trésorerie de Quimperlé ;
- SIP Quimper Ouest et Est,
- SIE Quimper Est,
- Trésorerie de Brest Banlieue,
- Trésorerie de Saint Renan,
- SIP/SIE Morlaix.

F.O.- DGFIP29 n'a pas manqué de fustiger les pseudos « pistes de réflexions » de la Directrice départementale résultant purement et simplement du catalogue de lignes directrices du Directeur Général visant notamment à dissuader les usagers de se rendre aux guichets des Trésoreries et des SIP.

Dans le contexte de pénurie d'emplois que connaissent les services actuellement, l'articulation entre l'accueil physique classique et l'accueil sur rendez-vous, risque fort de s'avérer être un exercice ingérable pour les agents sur le terrain, contribuant à la dégradation de leurs conditions de travail !

Calendrier des visites de sites :

- Brest CHU : 10 novembre 2016 ;
- SIP Quimper : 18 novembre 2016 ;
- SIP Brest : 15 novembre 2016.

L'enquête SUMER :

Madame GUILLOUD a indiqué s'être portée volontaire pour participer à l'enquête SUMER visant à contribuer à l'amélioration de la santé des salariés et des agents publics et de la prévention, par la connaissance des expositions professionnelles. Cette enquête se déroulera sur le dernier trimestre 2016 et sera complètement intégrée à la visite médicale périodique au travers de deux questionnaires, l'un administré par le Médecin et l'autre rempli par l'agent avant la visite en salle d'attente.

En 2009-2010, 54 000 salariés et fonctionnaires et 2400 Médecins volontaires ont participé à cette enquête dont les résultats sont exploités par la DARES.(Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques).

Campagne DUERP-PAP 2016/2017 :

La campagne d'élaboration du document unique d'évaluation des risques professionnels et du programme annuel de prévention sera lancée le 14 octobre 2016.

La délégation F.O.- DGFIP29 en CHS-CT : Florence JAVELOT (EDR- Secrétaire du CHS) ; Nelly PERELLE (SIP Brest Iroise) ; **Erick GUERRY** (Permanent **FO DGFIP29**) .